



SYNDICAT CGT
2 Av. Youri Gagarine
94400 Vitry sur Seine
01 46 82 83 56



25 NOVEMBRE 2025

ENSEMBLE, FAISONS RECULER LES VIOLENCES, FAISONS AVANCER L'ÉGALITÉ.

Les gouvernements de Macron, dans une logique capitaliste, ne prennent pas la pleine mesure de la situation et ne décident pas de réelles mesures de prévention et de protection des victimes, sabrant dans les budgets des services publics (de santé, de justice, de protection de l'enfance, territoriaux...). Le futur budget de l'État doit être à la hauteur de l'enjeu, pas d'économie sur la lutte contre les violences. Nous exigeons des actes, pas des promesses !

LES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX DOIVENT ÊTRE RESPECTÉS ! La France a ratifié la Convention n° 190 de l'OIT sur l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail, mais sans transposer les mesures de la Recommandation n° 206. Ces mesures prévoient pourtant : des congés pour les

victimes de violences domestiques ; une protection contre le licenciement ; des aménagements du temps de travail ; et une prise en compte de ces violences dans l'évaluation des risques professionnels.

Ces violences s'inscrivent dans un système inégalitaire où les femmes subissent précarité, bas salaires, temps partiels imposés et manque de reconnaissance.

Les lieux de travail ne sont pas épargnés : les violences sexistes et sexuelles existent, mais sont souvent invisibilisées par les employeurs.



En effet, ces derniers ne souhaitent surtout pas attribuer de moyens suffisants à la lutte contre le harcèlement et les VSST, encore plus dans un contexte de pression économique menée par l'État sur les collectivités. Malgré tout, traiter le harcèlement et les VSST, au-delà d'un choix politique de la part des employeurs, c'est avant tout une obligation en matière de santé et sécurité au travail. **Ils doivent donc y mettre des moyens pour que cela cesse !**

Des avancées arrachées, mais encore insuffisantes ! Le 23 octobre 2025, l'Assemblée nationale a reconnu le non-consentement comme critère constitutif du viol. Une victoire historique, conquise par des années de luttes féministes, syndicales et citoyennes. Cependant, cette avancée ne suffira pas sans moyens pour la justice, la police, la prévention et l'éducation. Le droit, sans application concrète, reste lettre morte. Des moyens à la hauteur de l'urgence.

Aujourd'hui, l'État ne consacre que 12,7 millions d'euros par an à la lutte contre les violences sexuelles, soit 0,003 % de son budget.

La CGT exige un budget d'au moins 2,6 milliards d'euros, pour mettre fin au sous-financement des structures d'accueil, des services de santé, de la justice et de la formation. **Sans argent, il n'y a ni politique publique, ni protection réelle.**

JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES.



Face à la montée de l'extrême droite : vigilance et résistance sont de rigueur ! La montée de l'extrême droite en France et en Europe, constitue une menace directe pour les droits des femmes, des minorités et du monde du travail. Son projet est antiféministe, antisocial et autoritaire. Derrière ses discours sur la « protection des femmes », elle nie les violences systémiques, attaque les associations féministes, dénigre les mouvements syndicaux et prône le retour à un ordre patriarcal. Nous refusons cette régression réactionnaire. Pour preuve, **le RN s'est encore illustré par son vote contre l'intégration de la notion de consentement dans la définition du viol**, après avoir voté contre l'augmentation du SMIC, contre l'égalité salariale. Il promet dans son contre-budget lui aussi des économies sur la santé et les collectivités territoriales, plus de 5 milliards !

La CGT, avec des organisations syndicales, féministes et de défense des droits humains, réclame l'adoption immédiate d'une loi-cadre intégrale pour s'attaquer à ce continuum, dans toutes ses dimensions : prévention, éducation, accompagnement, justice, santé, sanctions, formation et suivi des agresseurs. Cette loi doit coordonner l'action de tous les ministères et garantir des moyens pérennes aux associations et services publics.



La lutte pour les droits des femmes est aussi une lutte antifasciste et démocratique. Faire reculer les violences sexistes et sexuelles, c'est faire reculer le patriarcat, l'extrême droite et toutes les dominations.

Nos revendications :

- Une loi-cadre intégrale couvrant tous les aspects de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans toutes les sphères de la société.
- L'égalité salariale réelle : à travail égal, salaire égal.
- Application stricte de l'accord national du 30 novembre 2018 et désignation d'un-e référent-e harcèlement doté-e de moyens.
- Respect des obligations de santé et sécurité des employeurs inscrites dans le Code du travail.
- Nouveaux droits pour les victimes : l'Abrogation du jour de carence et des 10 % de rémunération en cas de CMO, notamment pour les femmes enceintes ; l'Interdiction des licenciements et révocations ; l'Autorisations spéciales d'absence rémunérées ; le Droit à la mobilité géographique et fonctionnelle, l'Accord automatique de la protection fonctionnelle ; la Reconnaissance des violences comme accidents de travail ; l'Intégration obligatoire des VSST dans les DUERP.
- Accès garanti aux soins, avec remboursement à 100 % des consultations en psycho traumatologie.

Exigeons de nos employeurs, par toutes actions, des moyens pour lutter contre les VSST.

18H30 RASSEMBLEMENT

PARVIS DE L'HÔTEL DE VILLE DE VITRY-SUR-SEINE.

Puis MARCHÉ AUX FLAMBEAUX

vers le centre de quartier préado RABELAIS.

RENDONS VISIBLE L'INVISIBLE ! LIBÉRONS LA PAROLE.

VOUS NE VOULEZ PAS EN RESTER LÀ ? ENSEMBLE DANS LE SYNDICAT NOUS SERONS PLUS FORT !

BULLETIN DE CONTACT ET / OU DE SYNDICALISATION
À retourner au local Cgt des Tx de Vitry sur Seine

NOM : _____ **TÉLÉPHONE :** _____

PRÉNOM : _____ **CATÉGORIE :** _____

SERVICE : _____

SYNDICAT GENERAL / UFICT
2 Av. Youri Gagarine 94400 Vitry sur Seine.
01 46 82 83 56

territoriauxcgtvitry@hotmail.com
cgt.ufict@mairie-vitry94.fr

la cgt
TERRITORIAUX
VITRY-SUR-SEINE

ADHÉRER À LA CGT C'EST PRENDRE ENFIN SON PROPRE DESTIN EN MAIN !

C'EST REFUSER DE DÉCLARER FORCÉMENT...

...CAR SEUL CELUI QUI NE SE BAT PAS A DÉJÀ TOUT PERDU !